



Agence nationale de l'évaluation
et de la qualité des établissements
et services sociaux et médico-sociaux

Bibliographie pour la recommandation : « Le partage d'informations à caractère secret en protection de l'enfance »

1. Cadre juridique :

- Articles L112-3, L121-6-2, L221-6, L226-2-1, L226-2-2, L226-4, L226-9, L331-2, L411-3 du code de l'action sociale et des familles.
- Articles 223-6, 226-13, 226-14, 434-1, 434-3, 434-4-1434-11 du Code pénal.
- Articles 40 et 109 du code de procédure pénale ;
- Articles L1110-4, L2112-9, L2132-1, L4314-3, L4342-2, R4127-4, R4127-10, R4127-303, 4127-44, R4312-4, R4321-55 du code de la santé publique.
- Circulaire AD 98-6 du 06/07/1988 relative au traitement des archives produites dans le cadre de l'aide sociale en faveur des mineurs.
- Circulaire du 09/05/2007 relative à l'application des articles 8 à 10 de la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance.
- Circulaire d'orientation du 06/05/2010 relative au rôle de l'institution judiciaire dans la mise en œuvre de la réforme de la protection de l'enfance.
- Circulaire DGS/DGAS/DHOS/DPJJ n°230/02 du 03/05/2002 relative à la prise en charge concertée de troubles psychiques des enfants et adolescents en grande difficulté
- Ministère du Travail et des Affaires sociales, Ministère de la Justice. *Secret professionnel et travail social*. Paris : Ministère du Travail et des Affaires Sociales, Ministère de la Justice, 1996.

2. Protection de l'enfance :

2.1. : Articles :

- ANAS. Les actes des journées d'étude nationales d'Angers : Accompagnement et responsabilité. *La revue française de service social*, 2006/2007, n°223/224.
- BOUCHER, M. Municipalisation de la prévention de la délinquance et généralisation du fichier "base élèves": éducation ou fichage?" *Claris*, 2008, n°4, pp. 22-28.
- DARMON, L. L'information préoccupante en mal de repères. *Travail social actualités*, novembre 2009, n°7, pp. 10-12.
- JOUANNEAU, H. Une charte type pour améliorer le partage de l'information. *La gazette des communes actualités*, 15/06/2010.
- MUNRO, E. Empowering looked after children. *Child and family social work*, 2001, vol. 6, n°2, pp. 129-137.
- MANDELL, D. Power, care and vulnerability: considering use of self in child welfare work. *Journal of Social Work practice*, 2008, vol. 22, n°2, pp. 235-248.
- ODAS. Feuille de parcours en protection de l'enfance: un outil d'avenir. *Lettre de l'ODAS*, avril 2008, 8 p.
- OTT, L. Le pouvoir municipal et le social : sous le vernis de la cohérence et de la proximité. *Claris*, 2008, n°4, pp.17-21.
- RONGÉ, J.-L. Qui protège-t-on ? *Journal du droit des jeunes*, mars 2004, n°233, pp. 12-17.

- SPRATT, T. The influence of Child Protection Orientation on Child Welfare Practice. *British Journal of Social Work*, 2001, vol. 31, pp. 933-954.
- VERDIER, P., DOURGNON, L. Le secret professionnel est-il opposable au maire et au président du conseil général. Guide de l'accès aux informations sur la vie privée des personnes à l'usage des élus et des chefs de services. *Journal du droit des jeunes*, avril 2009, n°284, pp. 20-26.

2.2. Ouvrages :

- Collectif. *Réforme de la protection de l'enfance. Du droit aux pratiques*. Montrouge : Éditions législatives, 2007. 166p.
- NAVES, P. *La réforme de la protection de l'enfance. Une politique publique en mouvement*. Paris : Dunod, 2007. 294 p.

2.3. Rapports – études :

- Assemblée Nationale, Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. *Rapport d'information sur la prise en charge sanitaire, psychologique et psychiatrique des personnes mineures*, 2009. 136p.
- BARREYRE, J-Y., PEINTRE, C., FIACRE, P., et al. *Une souffrance maltraitée. Parcours et situation de vie des jeunes dits « incasables »*. Paris : CEDIAS, Délégation ANCREAI Ile-de-France, 2008. 117 p.
- Conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée. *Prévention spécialisée, pratiques éducatives et politiques de sécurité*. Paris: Direction générale de l'action sociale, 2001. 104p.
- Cour des Comptes. *La protection de l'enfance*. Paris : Cour des Comptes, 2009.178 p.
- Groupe de travail interinstitutionnel sur la prévention spécialisée. *La prévention spécialisée enjeux actuels et stratégies d'action*. Paris: Délégation interministérielle à la famille, 2004. 194 p.
- HEYRIES, F., BRIAND, C., BELLEE VAN THONG, M.-F. *Améliorer la transmission d'informations relatives aux enfants en danger ou en risque de danger entre les acteurs de la protection de l'enfance*. États généraux de l'enfance, atelier n° 1. Paris : Ministère de travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville, Secrétariat d'État chargé de la famille et de la solidarité, 2010. 25 p.

2.4. Colloques – congrès :

- ODAS. De la préoccupation à l'information préoccupante. In : DGAS, ADF. (Journée technique, Paris, 02/12/2009). Journée technique sur la protection de l'enfance.
- DGAS, DPJJ, DGESCO. *Note de réflexion sur la notion d'information préoccupante*. Contribution de l'État pour la journée technique du 2 décembre 2009.

2.5. Codes – chartes – recommandations- avis :

- Comité directeur pour les problèmes criminels. *Projet de commentaire sur les règles européennes pour les délinquants mineurs faisant l'objet de sanctions ou de mesures*. Conseil de l'Europe, réunion du 8 octobre 2008.
- Conseil national des villes. *Avis sur la première étape de mise en œuvre de la loi « Prévention de la délinquance » (mars 2007), la place et le rôle de la justice, le soutien à la jeunesse, et la gouvernance de la prévention de la délinquance*. Saint-Denis : Conseil national des villes, mars 2009.
- Fédération Internationale des Travailleurs Sociaux. *L'Éthique en travail social. Déclaration de principes de l'IFSW. Proposition de définition internationale*. Berne : Fédération Internationale des Travailleurs Sociaux, septembre 2004.

3. Le partage d'informations à caractère secret :

3.1. Principes et repères :

3.1.1. Articles :

- ANAS. Le partage de l'information. *La revue française de service social*, juin 2002, n°205.
- CALLOCH, P. Secret professionnel : du devoir de se taire à la révélation. *Travail social actualités*, 31/08/2007, n°1126, pp. 19-27.
- CHAUDIEU, E., ELGUIZ, F. Secret partagé : lever la confusion. *TSA*, septembre 2009, pp. 15-22.
- CONSTANT, J. Quel avenir pour les rapports entre équipes psychiatriques et médico-sociales ? *Enfance & Psy*, 2008, n°40, pp.100-108.
- DAHMANE, A. Le secret professionnel dans le cadre du travail à domicile des éducateurs. *Archives des Cahiers de la recherche*, 2004, n°2.
- EGLIN, M. Secret partagé en protection de l'enfance. Le point sur le régime juridique depuis les deux lois du 5 mars 2007. *Enfance & psy*, 2008, n°39, pp. 65-75.
- HAN, M., CARNOCHAN, S., AUSTIN, M.J. The challenges to promoting collaboration between child protection services workers and court professionals: An exploratory study of case records. *Journal of public child welfare*, 2007, vol. 1(3), pp. 115-131.
- JOLLY, B., GUIGUE, M. Les médiateurs, des professionnels aux marges de l'institution. *Connexions*, 2010, n°93, pp.121-131.
- LEPAGE, A. Droit pénal et conscience. *Juris-Classeur Droit pénal*, janvier 1999, vol. 11, n°1, pp. 4-8.
- LHUILLIER, J.-M. Le secret professionnel des travailleurs sociaux. *Actualités sociales hebdomadaires*, 20/06/2008, supplément au n°2563.
- MICOR, M. Travailleurs sociaux et contrôle social : un éternel dilemme ? *Forum*, 2009, n°123, pp. 18-24.
- MUNRO, E. Common errors of reasoning in the child protection work. *Child abuse and neglect*, 1999, vol. 23, n°8, pp. 745-758.
- MUNRO, E. Confidentiality in a preventive child welfare system. *Ethics and social welfare*, 2007, vol. 1, n°1, pp. 41-55.
- MUNRO, E. The danger of information sharing. *Social policy journal*, 2007, vol. 31, pp. 41-55.
- PETITOT, F. Obligés de dire, obligés de taire, le "secret partagé". *La lettre de l'enfance et de l'adolescence*, 2009, n°75, pp.77-80.
- PUECH, L. Secret professionnel : partage d'informations et responsabilité professionnelle. *Revue française de service social*, 2007, n°227, pp. 16-24.
- RICHARDSON, M. A personal reflective account : The impact of the collation and sharing of information during the course of a child protection investigation. *Child and family social work*, 2003, n°8, pp. 123-132.
- ROSENCZVEIG, J.-P. La confidentialité des informations recueillies en travail social: principe et limites. *Site de Jean-Pierre Rozenczveig*, avril 2009.
Disponible sur : < www.rosenczveig.com/ >
- SAXON, C., JACINTO, G.A., DZIEGIELEWSKI, S.F. Self-determination and confidentiality: The ambiguous nature of decision-making in social work practice. *Journal of human behaviour in the social environment*, 2006, vol. 13 (4), pp. 55-72.
- SCHAFFHAUSER, L.-M. Constitution de réseaux et protection de la vie privée. *Informations sociales*, 2008, n°147, pp. 82-89.
- VERDIER, P. Secret professionnel et partage des informations. *Journal du droit des jeunes*, novembre 2007, n°269, pp. 8-21.

3.1.2. Ouvrages :

- BOUQUET, B. *Ethique et travail social. Une recherche du sens*. Paris: Paris, 2004.
- LEBLANC, M. Maintaining records: "It's all up here!" In: TYSON, L. E., PERUSSE, R., WHITLEDGE, J., et al. *Critical incidents in group counselling*. Alexandria: American Counseling Association, 2004. pp. 107-111.
- LHUILLIER, J.-M. *La confidentialité des informations*. In LHUILLIER, J.-M. *Le droit des usagers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux*. 4^{ème} éd. Rennes : Presses de l'EHESP, 2009. 271 p.
- PUECH, L. Secret professionnel : partage d'informations et responsabilité professionnelle. In : Collectif. *Réforme de la protection de l'enfance. Du droit aux pratiques*. Montrouge : Éditions législatives, 2007. pp. 113-122.
- ROUSSEAU, P. *Pratique des écrits et écriture des pratiques. La part « indicible » du métier d'éducateur*. Paris : L'Harmattan, 2007. 301 p.
- ROZENCZVEIG, J.-P., VERDIER, P. *Le secret professionnel en travail social et médico-social*. Paris : Dunod, 2008. 165 p.

3.1.3. Rapports – études :

- ANDRIEU, P. *La prévention spécialisée : enjeux actuels et stratégies d'action*. Rapport du groupe de travail interinstitutionnel. Paris : Délégation interministérielle à la famille, janvier 2004. 90 p.
- Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation. *Concilier le respect de la confidentialité et le partage de l'information*. Rapport déposé au Comité national de concertation sur l'Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation. Québec : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2005. 16 p.
- GREJ. *Secret professionnel et travail social aujourd'hui*. Lyon : Association départementale du Rhône pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence et de l'adulte, 2007. 40 p.
- MARCUS, M. *Secrets, partage, informations*. Paris : Forum français pour la sécurité urbaine, 2002. 102 p.
- Ordre National des Médecins, Conseil National de l'Ordre. *Le secret partagé*. Rapport adopté lors de la session du Conseil national de l'Ordre des médecins de mai 1998. 5 p.
- TOUSTOU, M-N. *Les représentations sociales du partage d'informations : enquête auprès des éducateurs de prévention spécialisée*. Mémoire: Diplôme supérieur de travail social. Centre de préparation au diplôme supérieur de travail social: Toulouse: Université Toulouse Mirail, 2005. 131 p.

3.1.4. Colloques – congrès :

- BEZIN, S. Le secret professionnel : état des lieux et évolution des dispositions. In : CREAHI Champagne-Ardenne : (Rencontre-débat, Châlons-en-Champagne, 05/12/2006). *Partager l'information à caractère secret : de quoi s'agit-il ?* Châlons-en-Champagne : CREAHI Champagne-Ardenne, 2006.
- CLICOSS 93, Profession Banlieue. *Le partage de l'information entre professionnels : entre le devoir de se taire et la nécessité de parler*. Actes de la journée d'étude du jeudi 15 décembre 2008. 109 p.
- DUPUY, O. « De l'usage des informations médicales dans le secteur médico-social ». In : ADAPEI 64 (Colloque « Le dossier de l'utilisateur », Pau, 22/04/2005). *Le dossier de l'utilisateur : Le droit de savoir, le droit de répondre*. Pau : ADAPEI 64, 2005.

3.2. Modalités de partage d'informations à caractère secret:

3.2.1. Guides – codes – recommandations – avis :

- ACSEA. *Guide de confidentialité ou quelques repères en matière de secret professionnel et de partage d'informations...* Hérouville-Saint-Clair : ACSEA, 2009. 32 p.
- Bath and North Somerset Council. *A guide for people working with children, young people and their families.* Bristol: Bath and North Somerset Council, 2007.
- Child Protection Committee Support. *Information sharing protocol between FIFE Constabulary, and FIFE Council, NHS FIFE voluntary services.* Glenrothes: FIFE, 2010. 37 p.
- Comité d'experts sur la révision de la Loi sur la protection de la jeunesse. Le régime de confidentialité. In : Comité d'experts sur la révision de la Loi sur la protection de la jeunesse. *La protection des enfants au Québec : une responsabilité à mieux partager.* Québec : Direction générale des services à la population du ministère de la Santé et des Services sociaux, 2004. pp. 131-147.
- Commission d'accès aux documents administratifs. *Guide des personnes responsables de l'accès aux documents administratifs.* Paris : Commission d'accès aux documents administratifs, 2007. 80 p.
- Commission éthique et déontologie du Conseil Supérieur du travail social. *Charte déontologique type pour l'échange d'informations dans le cadre des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance.* Avis de la commission éthique et déontologie du Conseil Supérieur du Travail Social, 2010.
- Commission éthique et déontologie du Conseil Supérieur du travail social. *Informatique en action sociale au regard de l'éthique.* Avis de la commission éthique et déontologie du Conseil supérieur de travail social, 2009.
- Conférence des présidents d'Ille et Vilaine. *Entre partage des informations et secret professionnels : des repères à construire.* Mai 2008. 65 p. (Document non validé).
- Conférence des présidents d'Ille et Vilaine. Charte pour le partage de l'information. In : Conférence des présidents d'Ille et Vilaine. *Entre partage des informations et secret professionnels : des repères à construire.* Mai 2008. 33 p. (Document non validé).
- Conseil Supérieur du Travail Social. *Proposition d'Avis sur la déontologie des travailleurs sociaux, notamment en ce qui concerne les migrants.* Adopté au cours de l'assemblée plénière du 3 juin 2008.
- Government of Western Australia, Department for Child Protection. *Working together for a better future for at risk children and families. A guide on information sharing for government and non-government agencies.* East Perth: Department for Child Protection, 2010. 47 p.
- GREVOT, A., FIAN, L. *Analyse critique de guides internationaux de bonnes pratiques quant au partage d'information en protection de l'enfance.* Mai 2010. (Document de travail réalisé pour l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements sociaux et médico-sociaux).
- Groupe d'appui pour accompagner la réforme de la protection de l'enfance. *Communication et partage d'informations à caractère secret appliqués à la protection de l'enfance.* Fiche technique n°1. Paris : CNAPE, mars 2010. 7 p.
- Groupe d'appui pour accompagner la réforme de la protection de l'enfance. *Communication et partage d'informations à caractère secret appliqués aux professionnels de la santé.* Fiche technique n°2. Paris : CNAPE, mars 2010. 5 p.
- Groupe d'appui pour accompagner la réforme de la protection de l'enfance. *Communication et partage d'informations à caractère secret dans les lois relatives à la protection de l'enfance et à la prévention de la délinquance.* Fiche technique n°3. Paris : CNAPE, mars 2010. 5 p.
- Groupe de travail francophone/germanophone. *Protocole d'intervention entre le secteur médico-psycho-social et le secteur judiciaire.* Bruxelles : Service de la politique criminelle, 2007. 19 p.

- HM Government. Information sharing: *Guidance for practitioners and managers*. Nottingham: Department for children, schools and families, Communities and Local Government, 2008. 35 p.
- Information Commissioner's Office. *Protecting children's personal information ICO issues paper*. Wilmslow, 2006. 11p.
- National society for the prevention of cruelty to children. Confidentiality and information sharing. In: National society for the prevention of cruelty to children. *Procedures and core standards*. Londres: National society for the prevention of cruelty to children, 2009. 18 p.
- National Treatment Agency for Substance Misuse. *Confidentiality and information sharing*. Londres: National Treatment Agency for Substance Misuse, 2003. 7p.
- Office of Juvenile Justice and Delinquency Prevention. *Guideline for juvenile information sharing*. Washington: Office of Justice Programs, 2006. 34 p;
- Scottish Executive. *Sharing information about children at risk: A guide to good practice*. Edinburgh : Scottish Executive, 2003. 11 p.
- State Government Victoria, Department of Human Services. *Providing support to vulnerable children and families. An information sharing guide for authorised Information Holders or professionals employed by Service Agencies in Victoria according to the Children, Youth and Families Act 2005*. Melbourne: Victorian Government Department of Human services, 2007. 32 p.
- State Government Victoria, Department of Human Services. *Providing support to vulnerable children and families. An information sharing guide for registered community services (family services and out of home care services) in Victoria*. Melbourne: Victorian Government Department of Human services, 2007. 24 p.
- Syndicat National des Médecins de Protection Maternelle et Infantile. *En défense d'une prévention et d'une promotion de la santé respectueuse des enfants et des familles : refuser l'instrumentalisation de la protection maternelle et infantile, maintenir résolument la prévention dans la sphère de la santé, préserver et garantir le secret professionnel*. Motion d'actualité adoptée par l'Assemblée générale du SNMPMI, 31/03/2006 et 1^{er} avril 2006.
- Union des associations francophones d'assistants sociaux. *Code de déontologie*. Union des associations francophones d'assistants sociaux, 1985.

3.2.2. Les écrits :

3.2.2.1. Articles :

- ANDRE, A. Former à des écrits de qualité : pourquoi et comment ? *Vie sociale*, 2009, n°2, pp.59-69.
- CROGNIER, P. Écrire ses pratiques en travail social : De l'insécurité scripturale au saisissement de l'écriture. *Vie sociale*, 2009, n°2, pp. 95-106.
- GUIGUE, M. Quand écrire, c'est faire : L'écriture comme modalité d'action. *Vie sociale*, 2009, n°2, pp. 13-21.
- ROUSSEAU, P. La pratique éducative révélée par les écrits professionnels : l'exemple de l'AEMO. *Vie sociale*, 2009, n°2, pp. 109-119.
- ROUZEL, J. L'écriture comme lieu de la clinique. *Vie sociale*, 2009, n°2, pp. 35-45.
- VIARD, A., DOUEK, F., CREA Rhône-Alpes, et al. Écrire pour être la parole de l'utilisateur. *Dossier*, septembre 2005. n°136.23 p.

3.2.2.2. Ouvrages :

- MATHIEU, N. *Les écrits de la protection de l'enfance*. Rueil-Malmaison : Éditions ASH, 2010. 227 p.
- RIFFAULT, J. *20 questions pour penser le travail social*. Paris : Dunod, 2007.
- ROUSSEAU, P. *Pratique des écrits et écriture des pratiques*. Paris : L'Harmattan, 2007.

3.2.2.3. Rapports – études :

- POTIN, E. L'étude des dossiers. In : POTIN, E., MADEC, A., VILBROD, A. *Parcours de placement : du simple lieu d'accueil... à la négociation d'une place dans une autre famille*. Brest : Université de Bretagne Occidentale, 2007. pp. 34-36.

3.2.2.4. Colloques – Congrès :

- MATHIEU, N. « Adaptation des écrits professionnels ». In : ADAPEI 64 (Colloque « Le dossier de l'utilisateur », Pau, 22/04/2005). *Le dossier de l'utilisateur : Le droit de savoir, le droit de répondre*. Pau : ADAPEI 64, 2005.

3.2.3. Le dossier :

3.2.3.1. Articles :

- VERDIER, P., DOURGNON, L. Accès aux dossiers en protection de l'enfance. *Journal du droit des jeunes*, octobre 2009, n°288, pp. 34-38.
- VERNUS, I. Le rôle des services d'archives publics en matière d'archives de l'éducation spécialisée. *Bulletin d'information du CREA Bourgogne*, septembre 2007, n°273, pp. 10-14.

3.2.3.2. Rapports – études :

- Commission d'accès aux documents administratifs. Principaux avis et conseils de la commission. In : Commission d'accès aux documents administratifs. *Rapport d'activité 2009*. Paris : La Documentation française.
- VERDIER, P. Accès aux dossiers nominatifs. *Les Entretiens juridiques de l'APCEJ*, Clermont-Ferrand, 26/10/2001.

3.2.3.3. Diplômes :

- DAGORNE, J. *Les parents d'enfants placés en tant que personnes stigmatisées. Étude des difficultés des parents et du rôle des associations*. Diplôme des hautes études en pratiques sociales : Brest : Université de Bretagne Occidentale, 2005.

3.2.3.4. Guides – codes – recommandations – avis :

- ANAES. *Évaluation des pratiques professionnelles dans les établissements de santé. Dossier du patient: amélioration de la qualité de la tenue et du contenu. Réglementation et recommandations*. Saint-Denis : ANAES, 2003. 199 p.
- Direction générale de l'action sociale. *Le dossier de la personne accueillie ou accompagnée. Guide pour les établissements médico-sociaux*. Paris : Ministère du Travail des relations sociales et de la Solidarité, 2007. 60 p.

3.2.3.5. Site internet

- Commission d'accès aux documents administratifs : guides, fiches thématiques, avis. www.cada.fr

3.2.4. Les nouvelles technologies de l'information :

3.2.4.1. Articles :

- PARTON, N. Challenges to practice and knowledge in child welfare social work: From the « social » to the « informational »? *Children and Youth Services Review*, 2009, n°31, pp. 715-721.

3.2.4.2. Rapports – études :

- Commissariat général du Plan. La maîtrise des TIC : éléments de l'efficacité. In : Commissariat général du Plan. *Les métiers face aux technologies de l'information. Qualifications et perspectives*. Paris : La Documentation française, 2003.
- Conseil Supérieur du travail social. *Nouvelles technologies de l'information et de la communication et travail social*. Rapport du Conseil Supérieur du travail social à la ministre de l'emploi et de la solidarité. Rennes : Éditions ENSP, 2001. 150 p.

3.2.4.3. Site internet

- Commission nationale de l'informatique et des libertés : Dossiers, guides, fiches pratiques, délibérations, déclaration de fichiers.
www.cnil.fr

3.2.5. Le travail en équipe :

Articles :

- BESSON, C. La parole dans les équipes. Espaces à penser (panser)... en équipe et avec les équipes. *Les cahiers de l'Actif*, 2008, n°382-385.
- BOUTROUE, Y. Les conditions d'un travail en équipe de qualité en action sociale et médico-sociale. *Les cahiers de l'Actif*, 2008, n°382-385.
- CHARLEUX, F. Le projet partagé. Une source de motivation au travail en équipe. *Les cahiers de l'Actif*, 2008, n°382-385.
- DEVILLARD, O. Deuils et plaisirs du fonctionnement en équipe. *Les cahiers de l'Actif*, 2008, n°382-385.
- NOYÉ, D. Tendances actuelles dans le fonctionnement de l'efficacité des réunions et du développement des équipes. *Les cahiers de l'Actif*, 2008, n°382-385.
- PAKA, A. Pertinence du travail social en équipe de type partenarial dans une relation d'aide. Défis, enjeux et paradoxes. *Les cahiers de l'Actif*, 2008, n°382-385.
- ROUZEL, J. La supervision d'équipe en travail social : le retour ! *Les cahiers de l'Actif*, 2008, n°382-385.